

sérable condition pour acclamer, aimer et soutenir celui dont ils attendaient ce bienfait.

A Orizaba, un harangueur avait montré que là était le salut. Ce jour-là, cet homme eut cela de commun avec tous les prophètes qu'il ne fut pas écouté. Si les Indiens n'ont pas fait de leur empereur Maximilien le Grand, c'est que Maximilien ne sut pas en faire des citoyens.

### CHAPITRE III

La situation politique au moment de l'arrivée de Maximilien. — Résultats du gouvernement de la Régence et de l'administration du général Bazaine. — Lettre de Zamacona à Juarez. — Efforts pour ramener les dissidents. — Lettre du général Bazaine au général Uruga. — Adhésion de celui-ci. — Symptômes de pacification. — Circulaire du général en chef à tous les commandants supérieurs français dans les provinces (3 juin). — Maximilien prend en main le gouvernement. — Lettre de l'Empereur à M. Velasquez de Léon, ministre d'État (14 juin). — Institution d'une régence éventuelle (promulgation du décret de Miramar du 10 avril). — M. Ramirez, ministre des Affaires étrangères. — Une monarchie démocratique. — M. Gutierrez de Estrada laissé en Europe. — Sa lettre au baron de Pont. — Mort du P. Miranda.

La période qui va du mois de juillet 1863 jusqu'au mois de juin 1864 fut incontestablement la plus prospère et la plus brillante de l'occupation française. C'était le temps où la Régence gouvernait et où le général Bazaine administrait.

Sur ce point, deux documents, émanés de sources différentes, en fournissent les preuves les plus certaines.

C'est d'abord le manifeste que publia le gouvernement de la Régence avant de se dissoudre.

Ce document débutait par une affirmation de ce principe que « un gouvernement qui devait son existence à « l'action combinée des intérêts nationaux et de la « France magnanime et civilisatrice devait refléter dans « sa conduite les éléments auxquels il devait son origine... ». Puis il constatait qu'à son avènement ce gouvernement n'avait pas trouvé un seul employé dans une quelconque des branches de l'administration;... que le Trésor public était vide, les ressources destinées à l'alimenter entièrement détruites; que le gouvernement déchu avait dépeuplé les villes et les campagnes, sacrifié l'agriculture, tué l'industrie et le commerce, et détruit partout la sécurité, la paix et la confiance.

Après ce tableau aussi exact que lamentable, les Régents (ou plutôt le général Almonte, car c'est lui seul qui mérite d'être à l'honneur, ayant été seul à la peine), le général Almonte ne craignait pas, lui, de proclamer les bienfaits de l'intervention et les services rendus par nos soldats et le commandant en chef : il leur en exprimait publiquement sa reconnaissance; puis il énumérait ce qu'il avait fait pour le pays : la reconstitution de l'administration et le rétablissement de l'ordre dans les finances. Il terminait par cette phrase, qui, en tout autre lieu, eût prêté plus à rire qu'à admirer : « Le gouvernement provisoire a la satisfaction « d'annoncer que pendant son existence le Mexique a « vu, comme un phénomène, payer religieusement « tous les employés et les marchés du service public<sup>1</sup> ».

1. *Histoire du Mexique*, par M. DOMENECH, t. II, p. 184.

L'autre document provient d'un ennemi : c'est une lettre très secrète (elle en portait du moins la mention) adressée à Juarez par son ministre M. Zamacoena. Elle est longue, et contient sur la situation des révélations pleines d'enseignements. En voici les passages les plus importants :

Je crois avoir plus de raison que l'apôtre en m'adressant à vous, et en criant, comme lui : *Seigneur, sauvez-nous!* parce que je sens que les vagues montent de plus en plus pour nous engloutir ; qu'il nous manque même la surface du terrain que nous foulons, et je ne puis attendre, comme lui, notre salut d'un prodige surnaturel, mais bien de l'union des forces humaines. En effet, Monsieur, les flots de l'invasion s'avancent sans rencontrer de digue ni de résistance. Ce coin reculé, qu'ils n'ont point encore atteint, s'effondre sous nos pieds et se change en un terrain dangereux et ennemi...

On ne peut moins faire de s'impressionner en voyant devenir une réalité les plans et les espérances de l'intervention, qui, il y a un an, provoquaient nos rires et que nous appelions chimères...

Dans le courant de cette année, nous sommes tombés du piédestal glorieux sur lequel nous avaient élevés Zaragoza et les vaillants défenseurs de Puebla...

A l'intérieur, nous avons perdu presque tous les grands centres de population, et le pire c'est que l'ennemi a fait la conquête matérielle de toutes ces localités sans que cela ait empêché les esprits de lui faciliter la conquête morale à laquelle il aspire...

Devant les progrès incroyables qu'ils ont accomplis dans le courant de cette année, il est à craindre que les envahisseurs et leurs alliés arrivent, faute d'obstacles élevés par nous, à surmonter toutes les difficultés et à réaliser les projets les plus insensés...

A cette lettre, l'hommage le plus éclatant qu'on puisse rendre aux efforts du général Bazaine et du général Almonte, il est bon d'ajouter, comme un post-scriptum qui en condense toute la valeur, une petite pièce officielle qui en dit aussi bien long dans sa brièveté :

État de Sinaloa, commandance de Cosala.

*A Monsieur le Général en chef des forces de Sinaloa.*

Conformément à la circulaire de Votre Excellence, j'envoie aujourd'hui à votre quartier général dix *couples enchaînés de volontaires* qui sont *disposés* à soutenir la cause de la liberté. Je n'en envoie pas davantage, *faute de menottes*. Le lieutenant Trujillo, qui les escorte, a l'ordre de faire feu sur eux s'ils tentent de s'échapper...

Liberté et réforme.

RAFAEL BONILLA.

Cosala, le 2 juin 1864<sup>1</sup>.

Ce n'était point parmi des « volontaires » de ce genre que le commandant en chef entendait recruter des partisans au nouvel empire : aussi n'employait-il point de semblables procédés. Soucieux de rallier les principaux généraux dissidents qui perpétuaient la résistance, il employait vis-à-vis d'eux un langage à la fois ferme et prudent.

Le général Uraga avait déjà reçu du général Bazaine une lettre des plus flatteuses. Désireux d'achever sa conquête, le général Bazaine crut le moment propice

1. *Un essai d'Empire au Mexique*, par E. MASSERAS, p. 11.

pour tenter un nouvel effort. La lettre qu'il lui écrivit alors mérite assurément de n'être point passée sous silence :

Général,

Vous ne sauriez ignorer l'arrivée au Mexique de Sa Majesté l'Empereur Maximilien. L'accueil que les populations ont fait à leur nouveau souverain n'a fait que sanctionner le choix exprimé par la nation. L'empire du Mexique existe aujourd'hui de fait et de droit par le vieil adage *Vox populi, vox Dei*.

Votre position vis-à-vis du pays ne saurait rester plus longtemps indécise. Il est temps que vous preniez nettement et loyalement le parti qui convient à un homme de votre caractère. Je viens, en camarade, faire un dernier et suprême appel à vos sentiments patriotiques, et je vous dis : « L'acte par lequel la Junte de guerre, que vous aviez réunie, vous a donné un vote de confiance, vous autorise à vous soumettre à votre souverain, et à lui apporter le concours de vos services et du corps d'armée que vous commandez.

« L'état de choses actuel ne me permet plus, comme commandant en chef de l'armée franco-mexicaine, de tolérer un rassemblement armé sur un point quelconque du territoire de l'Empire. Les relations que j'ai nouées avec vous et vos derniers actes m'autorisent à vous adresser une dernière sommation, qui, je l'espère, sera acceptée, parce qu'elle est, non une menace, mais l'expression du devoir que j'ai à remplir et de mon vif désir que vous coopériez à l'œuvre de réorganisation de votre patrie.

« Mettez la main sur votre conscience, Général ; envisagez en honnête homme l'intérêt de votre pays, et ralliez-vous, avec les vôtres, à la cause de l'ordre et de la véritable indépendance du Mexique : vous ferez, en cela, acte de bon citoyen. »

Je ne peux admettre que votre indécision se prolonge au

délà du 1<sup>er</sup> août prochain: ce délai passé, j'aurai le regret de vous déclarer en état de rébellion ouverte contre votre souverain et votre pays.

Votre grand cœur vous éclairera sur l'avenir que vous réserverait une pareille situation.

Recevez, Général, la nouvelle assurance de mes meilleurs sentiments.

Général BAZAINE.

Cette lettre eut un plein succès. L'habileté du général français eut raison des préventions d'Uraga. Le résultat fut un conseiller d'État de plus pour Maximilien<sup>1</sup> et un corps dissident de moins à combattre pour nos soldats.

Cette adhésion d'un des généraux les plus en vue était un excellent symptôme de la pacification qui se faisait dans les esprits. C'était en même temps une nouvelle preuve de ce qu'écrivait M. Zamacona à Juarez. Toutefois l'Empereur aurait eu tort de s'y trop fier. Ceux qui se ralliaient ainsi savaient qu'il leur serait toujours loisible, si les choses tournaient mal, de revenir à Juarez, dont ils seraient bien accueillis. Les défections réparent les défections. Il appartenait au gouvernement impérial de les rendre définitives en sa faveur, en se consolidant si bien que l'intérêt maintint ces adhérents de la dernière heure dans le parti adopté par l'intérêt.

Si le commandant en chef du corps expéditionnaire était toujours responsable de la tranquillité publique, son rôle se trouvait forcément diminué et modifié par l'arrivée de l'Empereur. Avant de régler sa propre

situation vis-à-vis de Maximilien et de son ministère, il songea à régler celle des commandants supérieurs français, dans les provinces, vis-à-vis des nouvelles autorités civiles (3 juin 1864).

Le commandement militaire vous demeure confié, leur disait-il, et vous en exercerez toute l'autorité, ainsi que le consacre l'art. 5 de la convention du 10 avril 1864. L'administration civile rentre dans le domaine du gouvernement de l'Empereur, et vous éviterez de vous *immiscer en quoi que ce soit* dans les diverses branches des services civils.

Vous n'en continuerez pas moins à vous renseigner par vos relations sur la manière dont marchent les affaires, et vous m'adresserez *confidentiellement*, tous les quinze jours, comme par le passé, des rapports généraux<sup>1</sup> qui me permettront de signaler à l'Empereur soit les abus, soit les tendances factieuses qui pourraient se produire. Enfin vous devrez apporter dans vos relations avec les délégués du pouvoir mexicain le tact que vous avez su montrer jusqu'à ce jour, et vous éviterez avec soin tout conflit d'autorité ou d'attributions.

Il est possible que Sa Majesté maintienne encore pendant un certain temps, et dans des localités qui seront ultérieurement désignées, l'état de siège sous le régime duquel les circonstances m'ont forcé de placer le territoire que nous occupons : dans ce cas, les droits du commandement sont définis, et rien n'y sera changé.

Votre influence politique s'exercera toujours par les bonnes relations qui devront exister entre vous et les fonc-

1. Une copie de tous ces rapports était faite au quartier-général et mise ainsi sous les yeux du général en chef. Cette copie même se trouve parmi les pièces réunies par Ernest Louet : on comprend quels renseignements elle nous a procurés, et l'on peut juger en même temps de la valeur et de l'authenticité des sources auxquelles nous puisons.

tionnaires civils, influence que vous devrez conserver sur leur esprit, et par la confiance que les populations ont placée dans les représentants de la France et par les principes généreux dont Elle a voulu doter le Mexique. La bonne harmonie qui règne entre nos soldats et les habitants témoigne assez de cette confiance, que je vous recommande de maintenir par tous les moyens en votre pouvoir.

En résumé, votre situation vis-à-vis des autorités mexicaines sera analogue à celle d'un officier général ou supérieur vis-à-vis d'un préfet ou des autorités administratives en France.

Ces instructions étaient fort sages et de nature à faciliter l'action du pouvoir civil. Maximilien pouvait prendre en main la direction du gouvernement : une force militaire imposante était prête partout, on le voit, à le soutenir et à l'appuyer.

Du côté de la population civile, la confiance continuait ; à vrai dire, elle n'avait pas encore eu le temps de se refroidir.

L'enthousiasme qui avait accueilli l'arrivée de Maximilien, joint à cet esprit de flatterie qui naît si naturellement autour des trônes, avait suggéré à certains l'idée d'une proposition destinée à flatter l'Empereur, en montrant l'affectueuse sympathie qu'on professait pour Charlotte. Ces personnes zélées avaient formé le projet d'élever, sur la promenade du Paseo, un arc de triomphe, comme un hommage de gratitude dédié à l'Impératrice.

Maximilien, dès qu'il fut informé de la chose, exprima, dans une lettre adressée, le 14 juin, à son ministre d'État, M. Velasquez de León, l'émotion que l'Impéra-

trice et lui avaient éprouvée à cette nouvelle ; mais il préférait, disait-il, voir élever, au lieu de l'arc de triomphe projeté, « un monument consacré à l'INDÉPENDANCE DE « LA PATRIE, au pied duquel devront être placées les « statues de ses principaux héros, comme Hidalgo, Morelos, Iturbide, et, inscrits en lettres de bronze doré, « les noms de tous les autres chefs de cette glorieuse « époque ; le tout devra être surmonté d'une grande « statue représentant dignement la nation ». Et il ajoutait : « Pour répondre au mouvement le plus intime de mon cœur, j'aurai plaisir à poser moi-même « solennellement la première pierre de ce monument « le 16 septembre prochain ».

Puis, après cette flatterie du souverain en réponse à une flatterie de ses sujets, Maximilien voulut jouer au monarque populaire, et fit annoncer dans les journaux que, le dimanche, à une heure de l'après-midi, il donnerait, au palais national, audience à tous les Mexicains qui auraient quelque requête à lui présenter : il suffirait pour être admis de se faire inscrire au secrétariat de son cabinet quarante-huit heures à l'avance, et chacun serait reçu, non pas selon son rang social, mais d'après l'ordre d'inscription sur le registre ouvert à cet effet. Les étrangers pouvaient être également admis à ces audiences, pourvu qu'ils se fissent recommander par le consul de leur pays.

Cette innovation montrait chez son auteur plus de bonne volonté que d'esprit politique. Que pouvait répondre à ces requêtes un souverain comme Maximilien, sinon quelques bonnes paroles ? La solution défi-

nitive dépendait des ministres, à qui on serait obligé de les renvoyer : alors à quoi bon ?

Pour obéir à son esprit quelque peu inquiet et enclin à prendre l'agitation pour l'activité, Maximilien songea, avant même d'avoir établi dans la capitale l'action du pouvoir, à parcourir les provinces pacifiées. Il dut, dans la prévision de cette absence, faire promulguer le décret signé à Miramar le 10 avril précédent, par lequel il instituait, en cas de décès, d'absence ou de toute autre éventualité l'empêchant de gouverner, l'Impératrice régente.

Cette mesure attira l'attention sur l'âge de la princesse Charlotte, et il n'était peut-être ni très utile ni très opportun de rappeler qu'elle n'avait que vingt-quatre ans.

Dans une pensée analogue, il modifia le ministère qu'il avait trouvé à son arrivée et qui était celui du général Almonte. Par un choix qui parut surprenant à beaucoup, il confia le portefeuille des Affaires étrangères à M. Fernand Ramirez. Or M. Ramirez avait été un partisan très convaincu du gouvernement de Juarez ; en 1862, il avait refusé de faire partie de l'Assemblée des Notables désignés par le maréchal Forey ; tout récemment encore, lors de l'entrée à Mexico des souverains, il s'était tenu à l'écart et l'on avait remarqué que ce jour-là sa maison n'avait point été pavoisée.

Il ne manquait pas de valeur à coup sûr ; mais cette raison, si bonne qu'elle fût, n'a jamais suffi à expliquer une nomination qui semblait un défi au parti qui avait appelé Maximilien au trône. Elle était évidemment un

indice de la volonté de l'Empereur de se soustraire à l'influence du parti clérical et de son désir d'établir une monarchie démocratique.

Si M. Ramirez accomplissait loyalement la mission qu'il acceptait, le choix présentait quelque avantage. Mais ses partisans le suivraient-ils dans son évolution ? Maximilien l'espérait évidemment.

Et pour atteindre plus sûrement ce but, Maximilien cherchait à éloigner les cléricaux : ainsi il s'était bien gardé d'appeler auprès de lui M. Gutierrez de Estrada, le promoteur de sa candidature, l'homme de son intronisation !

Les convictions de ce véritable homme de bien, pour respectables qu'elles fussent, n'en étaient pas moins d'un autre âge. En effet, les idées de théocratie s'étaient évanouies autour de lui sans le détromper : il continuait à croire que la religion pouvait être un instrument de gouvernement. Par un singulier aveuglement, il pensait encore, en dépit des défaites répétées du parti clérical, en dépit de la nécessité où ce parti s'était trouvé d'avoir recours à l'étranger, que seul il était une force, et qu'en s'appuyant sur l'Église, il consoliderait l'État et l'Église.

Ces idées rappelaient l'Espagne des temps passés. D'ailleurs, la personne même de M. Gutierrez de Estrada était un si exact reflet de ses convictions, que l'Impératrice Eugénie, dont il était souvent l'hôte aux Tuileries, avait coutume de dire qu'en l'apercevant elle croyait voir Philippe II sorti de son cadre.

Maximilien, qui avait accepté la politique de Napo-

léon III en signant le second traité de Miramar, ne pouvait introduire M. Gutierrez de Estrada dans ses conseils, ni, l'ayant appelé, ne lui offrir aucune situation. Désireux de lui témoigner sa reconnaissance et son estime, il lui avait fait donner par son frère François-Joseph I<sup>er</sup> le grand-cordon de l'ordre de la Couronne de Fer; il l'avait lui-même nommé grand-croix de l'ordre de N.-D.-de-Guadalupe, mais il s'était bien gardé de faire appel à son dévouement.

M. Gutierrez de Estrada avait compris, et, en honnête homme, inébranlable dans les principes d'honneur qui avaient été la règle de toute sa vie, il s'était dérobé aux appels de ses amis, et il avait refusé de revenir au Mexique.

Au baron de Pont, qui s'étonnait de le voir rester en Europe, il donna les raisons de son abstention, et son fier et beau langage est digne d'être reproduit ici :

Vous conservez l'espoir, me dites-vous dans votre cordiale bienveillance, que je finirai par triompher de mes hésitations et par me rendre au Mexique, où, pensez-vous, mes conseils et mes efforts pourraient être, quant à présent, si nécessaires.

A ce sujet, permettez-moi, cher baron, quelques mots absolument sans réticence. Vous savez mes principes, et ne doutez pas que l'homme de la nuit de Noël 1861, du 3 octobre 1863 et du 10 avril 1864, ne soit toujours l'homme de 1840.

D'une part, pour que j'eusse le droit de donner des conseils, il eût fallu tout d'abord, au milieu des faveurs *inoubliables* dont on m'a comblé, que ces conseils m'eussent été demandés, ce qui n'a point eu lieu; et dès lors, pas d'hésitation possible de ma part. D'ailleurs (et ce n'est pas

moi qui parle ainsi, mais ce sont toutes les personnes, amis ou adversaires, qui l'écrivent de Mexico), il se trouve que par le seul hasard des circonstances, par le caprice des événements, mon nom, au Mexique, est en quelque sorte un drapeau; car on s'est habitué, depuis un quart de siècle, à me considérer comme le propagateur d'une même idée, et il va sans dire que ce drapeau ne peut être planté que dans la partie du terrain qui lui est propre, c'est-à-dire en s'appuyant sur ceux qui ont créé la situation actuelle, sur les conservateurs, qui constituent loyalement aujourd'hui la véritable nation mexicaine, en attendant qu'elle puisse s'adjoindre les bonnes volontés éprouvées et les adhésions sincères.

Vous retrouverez dans la lettre ci-jointe du *Mémorial diplomatique* cette pensée que j'avais exprimée antérieurement déjà, que tout n'est point encore fait, puisqu'il y a monarchie et monarchie. Nous avons conquis, il est vrai, le principe monarchique et le prince le plus digne entre tous et le mieux fait pour le faire fleurir; mais, connaissant mon pays comme je le connais et dois le connaître, puisque j'ai pu annoncer en 1840 ce qui s'est vérifié à son égard, et contre l'attente commune, en 1864, c'est à bon droit que je crois savoir et pouvoir très justement apprécier le genre de monarchie qui lui convient.

Du reste, ce que j'aurais à dire et à développer à ce sujet ne pouvant être renfermé dans les bornes d'une lettre, je puis, sous ce rapport, me résumer par les derniers mots que je vous ai adressés d'un cœur attristé, et sous l'empire de prévisions alarmantes, occupé que je suis toujours plus de l'avenir que du présent, en prenant congé de vous à Miramar : *On aura beau dire et faire, si l'on suit un autre chemin que celui que ma connaissance des hommes et des choses de mon pays me donne le droit d'indiquer, l'écueil est inévitable.*

J'exprimai cette conviction à bon escient, mon honorable et cher baron, et je dois ajouter, pour acquit de conscience,

que je tiens chaque jour davantage à la signification de *In hoc signo*, appelant à mon aide le passé comme garantie et le temps pour témoin. Hors de là, suivant moi, point de salut possible pour nous!

Maintenant, en toute franchise, qu'aurais-je été faire dans les circonstances présentes au Mexique? quel eût été mon rôle? qu'y aurais-je représenté? Sans m'élever à la hauteur où votre appréciation si bienveillante me place, je ne pouvais évidemment y aller comme tout le monde, tout le monde n'ayant pas, — modestie à part, — concouru comme je l'ai fait à l'œuvre accomplie. Ne fallait-il pas, d'ailleurs, qu'on m'en eût exprimé le désir? Or, à cet égard, le silence a été absolu. N'était-ce pas suffisamment expressif? et ne devais-je pas conformer à ce silence ma conduite et mon attitude?

Ne m'était-il pas permis, dès lors, d'en induire, d'après les témoignages si éclatants qu'on avait accordés à l'homme, que ce silence s'appliquait à mes principes et non à ma personne? Or que pouvait l'une sans les autres?

A ce propos, laissez-moi vous répéter que le plus grand sacrifice que j'eusse pu faire à mon pays et au prince bien-aimé qui le personnifie aurait été, cher baron, de me rendre à Mexico, puisqu'on eût pu suspecter la pureté des motifs qui ont constamment dominé tous mes efforts.

Enfin, à supposer qu'on m'eût confié un poste actif dans le pays, une telle situation, du moment où mes principes, comme il m'était donné de le craindre, ne devaient pas être rigoureusement appliqués, n'aurait été pour moi qu'un lourd poids et une lutte, pénible peut-être, entre les affections ardentes et respectueuses de l'homme privé et les impérieux devoirs de l'homme politique, qui sait le sort du Mexique invariablement lié à la prédominance des idées monarchiques, idées qui sont les entrailles mêmes du pays, et c'est principalement à ce titre que j'y tiens. S'il en était autrement, si elles ne représentaient pas, à mes yeux, le symbole national, ce qui fait leur force, les convictions de mon esprit se tairaient, et je m'inclinerais, sans hésiter, devant

la conscience et le véritable intérêt publics; ainsi que je le fis naguère au sujet du système fédératif, qui était alors la loi de l'État, mais qui n'avait pas mes sympathies. J'ajouterai que, lorsque l'opinion devint contraire à ce système, je lui restai fidèle parce que je lui avais prêté serment, abandonnant plutôt le ministère que d'aider à sa chute et à son abolition.

A supposer, d'autre part, qu'on ne m'eût investi d'aucune fonction, j'aurais pu être, bien malgré moi, une difficulté là où je ne désire que le succès, quel que soit le moyen par lequel on l'obtienne.

Dans certaines situations, en effet, une force ou plutôt un dévouement (car je ne suis que cela) qui n'aide pas finit par nuire, sans que la volonté humaine y soit pour quelque chose.

En pareil cas, l'abstention est donc légitime et nécessaire. Je m'applaudis que vous m'ayez offert cette nouvelle occasion de causer avec vous à cœur ouvert; il va sans dire que je ne négligerai point, à l'occasion, de vous communiquer les nouvelles intéressantes que je pourrai recevoir de mon pays.

P.-S. — Une grande perte, une perte irréparable, m'est annoncée, hélas! mon cher baron : celle du Dr Miranda. Une telle intelligence, un tel cœur s'éteignant dans un tel moment! La Providence veut donc élargir sa tâche, en brisant ainsi un de ses instruments et de ses élus!

Le P. Miranda était mort, en effet, le 7 mai, à Puebla, au retour de son voyage à Miramar, mais, avant de rendre le dernier soupir, il avait eu le temps de communiquer ses impressions à ses amis politiques. Elles étaient rien moins que favorables au nouveau régime. On s'était, suivant lui, complètement trompé en choisissant l'archiduc Maximilien : il avait promptement

ment deviné son rêve de monarchie démocratique et libérale, et, à ses yeux, c'était là le fait d'un idéologue ! Le parti clérical, qui tenait le P. Miranda en grande estime, avait été profondément ému d'une telle appréciation. Il était déjà inquiet. Rien, en effet, ne lui avait réussi : la France n'avait point contenté ses désirs, la Régence l'avait tenu à l'écart, et voilà que Maximilien lui-même trahissait ses espérances.

Quel rôle devait-il prendre ? Combattre l'empire ou le soutenir ? reprendre l'Empereur ou le perdre ?

On verra comment il fit les deux.

## CHAPITRE IV

Projet d'organisation de l'armée. — Légion belge. — Légion autrichienne. — Adoption du code militaire français. — Amnistie (décret du 6 juillet). — Maximilien ordonne la cessation du blocus des ports de l'Atlantique et du Pacifique. — Décrets, projets, formulaires élaborés par l'Empereur. — Titres honorifiques. — Grands dignitaires. — Règles d'étiquette. — Maximilien fixe sa résidence à l'Alcazar de Chapultepec. — Influence du cabinet de l'Empereur. — Position difficile du commandant en chef. — Lettre confidentielle de Napoléon III au général Bazaine (7-14 juillet 1864).

Napoléon III, dans ses entretiens avec Maximilien, avait vivement insisté auprès de lui sur la nécessité de doter l'empire nouveau d'une force nationale nécessaire à sa sécurité. Le traité de Miramar remettant à la fin de l'année 1867 l'évacuation du territoire mexicain par l'armée française, l'Empereur avait devant lui trois ans pour parfaire cette organisation.

En cela comme en beaucoup d'autres choses, l'administration du général Bazaine et de la Régence avait préparé des éléments fort importants déjà. Dès le début de la guerre, certains généraux, tels que Mar-